

Restaurations, révolutions, nations (Europe, 1814-1871)

Pierre-Marie Delpu (Aix-Marseille Université)

Programme de 1^{ère}:

Thème 1, chapitre 2 : « L'Europe entre restauration et révolution (1814-1848) »

Thème 2, chapitre 3 : « La France et la construction des nouveaux États par la guerre et la diplomatie »

Thématique forte de l'histoire politique du contemporain, les constructions nationales connaissent depuis les années 2000 un regain d'intérêt de la part des historiens après avoir été longtemps délaissées. À l'approche classique par les « mouvements nationaux et libéraux » des historiographies nationales à forte tonalité politique et militaire ont succédé des travaux nourris des apports de l'histoire sociale et culturelle, qui ont permis de relire à nouveaux frais cet aspect majeur du XIX^e siècle européen. Désormais compris comme un fait transnational et continental, appuyé sur des dynamiques globales qui le relient à d'autres espaces – les indépendances sud-américaines des années 1810 et 1820 en sont l'un des cas les plus significatifs –, il est désormais bien connu pour le cas italien du fait d'une réévaluation historiographique importante. En revanche, l'autre dossier majeur, celui de la construction de la nation allemande, a fait l'objet d'une attention plus limitée ou du moins plus spécialisée. Mais par-delà ces inégalités liées aux contextes nationaux, les travaux récents insistent sur deux points principaux. Ils resituent d'abord les constructions nationales, envisagées comme des processus d'abord culturels et identitaires avant d'être politiques et territoriaux, dans un mouvement européen de contestation de l'ordre international défini au Congrès de Vienne (1814-1815). Ils mettent ensuite en évidence les limites de ces constructions nationales, à rebours des récits unificateurs portés par les États-nations depuis la fin du XIX^e siècle.

La nation, une catégorie politique évolutive

Le fait national s'est imposé comme l'une des principales grilles de lecture de l'espace européen au cours du XIX^e siècle, à travers les constructions concomitantes et quasi-généralisées des États-nations. Mais avant 1870, les définitions formalisées de la nation sont très rares, au point que le terme a pu recouvrir des contenus politiques et sociaux variables. Des travaux nombreux, nourris des apports des sciences sociales, ont montré à quel point cette notion était à la fois subjective et évolutive. Ils ont montré comment, alors qu'elle désigne

plus volontiers à l'époque moderne des communautés humaines en général, par exemple dans le champ diplomatique et consulaire où elle désigne par exemple un ensemble de ressortissants d'un même pays¹, elle était devenue par la suite un terme politique désignant un groupement humain qui fait valoir des revendications politiques identitaires. Dans les années 1820, un auteur comme l'Italien Giacomo Leopardi signale les acceptions multiples du mot lorsqu'il présente l'Europe issue du Congrès de Vienne comme une nation commune, soumise à un système politique et diplomatique commun, plutôt que comme « un ensemble de nations différentes », souveraines sur leurs territoires respectifs (*Zibaldone*, 1821). D'autres sens ont existé, notamment sociaux à l'image de la « nation riche » et de la « nation pauvre » opposées par le conservateur britannique Benjamin Disraeli en 1845. Ces conceptions multiples ont donc préexisté au débat majoritaire sur la définition des nations politiques, tenu à l'occasion des projets d'annexion de l'Alsace-Moselle par l'Empire allemand en 1870, au moment de la guerre franco-prussienne. Il a opposé l'idée d'une nation allemande fermée et biologique, soutenue par l'historien allemand Theodor Mommsen, à une nation française ouverte et intégratrice, revendiquée par son homologue français Numa Denis Fustel de Coulanges². C'est à la suite de ce dernier qu'Ernest Renan, lui aussi historien, définit la nation comme « un plébiscite de tous les jours », dans une conférence donnée en Sorbonne en 1882³. La construction du sens du terme constitue donc un problème historique à part entière, porté par des acteurs spécifiques, pour la plupart des hommes de lettres, dans le cadre d'un débat intellectuel transnational. Il suppose de définir, dans une acception minimale, la nation comme une communauté humaine qui se reconnaît des traits communs, culturels ou ethniques, au nom desquels elle veut constituer une entité politique souveraine et autonome.

Ainsi envisagées, les nations sont des constructions culturelles : la création des identités nationales constitue un préalable commun à la formation des nations politiques. Les ouvrages fondateurs de Benedict Anderson puis d'Anne-Marie Thiesse ont montré le rôle joué par les discours dans l'élaboration d'une communauté nationale, fondée sur l'observation d'une géographie cohérente, d'une histoire partagée et d'une langue commune⁴. En 1840, la « querelle du Rhin » qui oppose l'homme de lettres allemand Nicolas Becker à son

¹ Voir sur ce point Mathieu Grenet, « Consuls et "nations" étrangères ; état des lieux et perspectives de recherche », *Cahiers de la Méditerranée*, n° 93, décembre 2016, p. 25-33.

² N. D. Fustel de Coulanges, « *L'Alsace est-elle allemande ou française ?* ». Réponse à M. Mommsen, professeur de Berlin, Paris, 1870.

³ Le texte de la conférence est publié en 1887.

⁴ B. Anderson, *L'imaginaire national. Réflexions sur l'origine et l'essor des nationalismes*, Paris, La Découverte, 2003 et A.-M. Thiesse, *La construction des identités nationales. Europe, XVIII^e-XX^e siècles*, Paris, Seuil, 2000.

homologue français Alfred de Musset en est emblématique, alors qu'elle pose la question de l'appartenance de cet espace frontalier fortement symbolique à la nation allemande en formation ou à la France. Ces discours, qui se développent à partir des dernières décennies du XVIII^e siècle, sont le support de « communautés imaginées » (B. Anderson) fondées sur une présence continue dans un territoire, sur une identité culturelle forte généralement indexée à la langue, sur les images du peuple originel et de l'ennemi héréditaire. Hommes de lettres et savants occupent une place décisive dans ce processus, notamment pour la nation allemande. Aux premières définitions littéraires et culturelles, construites autour de la défense du peuple allemand contre la France de l'Empire napoléonien (le *Discours à la nation allemande* du philosophe Fichte, en 1808 en est l'une des plus significatives), ont succédé celles, plus libérales et pacifiques, de Heinrich Heine et de Ludwig Börne dans les années 1830, fondées sur des liens de fraternité politique avec des États étrangers qui construisent une communauté humaine unie à l'échelle de l'Europe par-delà les frontières étatiques. Ces évocations ont été le support d'un mouvement national qui a en grande partie débuté en Rhénanie, autour des associations étudiantes (*Burschenschaften*) et des fêtes civiques dont lettrés et savants ont été parmi les acteurs principaux. Le processus est le même pour l'Italie : des travaux récents ont souligné la place des discours littéraires sur l'italianité, fondateurs d'une culture partagée qui aurait facilité les soutiens au *Risorgimento* dans les années 1850 et 1860. Elle s'appuie sur des réinterprétations d'auteurs anciens comme Dante, Pétrarque ou le Tasse, perçus comme des précurseurs de la conscience nationale italienne, fondée sur une identité construite sur le temps long : tous ces auteurs constituent, pour l'historien Alberto M. Banti, le « canon littéraire du *Risorgimento* » sur lequel s'est fondée l'identité culturelle de la nation italienne, faisant le pont entre le Moyen Âge et le XIX^e siècle⁵.

En distinguant la construction des identités nationales de celle des nations politiques, il est possible de réévaluer la chronologie du phénomène national au XIX^e siècle. Amorcé sous l'effet des oppositions libérales au Congrès de Vienne dans la première moitié du siècle, il s'accélère après 1848 lorsque les nations deviennent des projets politiques portés par une partie des États. Il se précise avec la formation des nationalismes à partir des années 1880, qui sont une forme d'exacerbation à la fois défensive et agressive de la nationalité. Ce terme, qui se réfère à une tendance politique de plus en plus courante dans le dernier tiers du XIX^e siècle, est donc à la fois tardif et politisé, et ne désigne donc qu'une fraction restreinte des partisans de la construction nationale. Ancré à droite, il recouvre un spectre politique large des

⁵ *La nazione del Risorgimento. Parentela, santità ed onore alle origini dell'Italia unita*, Turin, Einaudi, 2000.

partisans de la construction nationale par la guerre aux nationalistes extrêmes de la Belle Époque. L'apparition des nationalismes marque donc un tournant décisif dans l'évolution du phénomène national : amorcé à gauche chez des libéraux marqués par la culture politique de la Révolution française, il poursuit un virage à droite à la fois légaliste et militariste amorcé au milieu du XIX^e siècle avec la récupération des constructions nationales par les monarchies. Alors que la généralisation des empires dans l'espace européen, dans les années 1870, a constitué un enjeu majeur des relations internationales, la volonté de poursuivre l'expansion de la nation, que ce soit par la conquête de territoires européens ou par l'appropriation de colonies outre-mer, d'une partie des nationalistes a notamment relié la colonisation à la nécessité d'étendre et de valoriser le territoire national. Dans ces conditions, les empires coloniaux constituent, à la fin du XIX^e siècle, à la fois un outil et un support des identités nationales.

Europe des princes et Europe des peuples (1814-années 1830)

Longtemps présenté comme un mouvement politique héritier de la Révolution française et de son expansion européenne, le développement des revendications nationales est désormais compris comme une réponse à la réaffirmation de l'autorité des monarchies européennes au Congrès de Vienne (1814-1815). Ce rassemblement des représentants diplomatiques européens, présidé par le chancelier autrichien Metternich, cherche à refermer la parenthèse de la Révolution et de l'Empire et à contenir les prétentions à la souveraineté nationale qui s'y sont déployées. Contre le « nouveau patriotisme » exporté en Europe par les guerres de la Révolution française, le Congrès réaffirme les principes de la souveraineté monarchique légitime, dont l'autorité est garantie par l'union du Trône et de l'Autel. Il subordonne donc le principe national à l'autorité des monarques. De ce point de vue, l'une des lignes fortes de l'historiographie récente a été de nuancer la rupture entre période révolutionnaire et impériale d'un côté et Restauration de l'autre. À rebours de l'interprétation qui a longtemps prévalu, qui opposait le progressisme révolutionnaire à la réaction monarchique de l'après-1815, on connaît désormais mieux les éléments d'innovation dont les Restaurations européennes ont été porteuses⁶. La période de la Révolution et de l'Empire apparaît plutôt comme une matrice que les monarchies de la Restauration ont du mal à dépasser. La difficulté à gérer des héritages politiques et administratifs irrémédiables a contrecarré les projets de restauration de l'Ancien Régime portés par une partie des

⁶ Pour un bilan à l'échelle européenne, voir Jean-Claude Caron et Jean-Philippe Luis (dir.), *Rien appris, rien oublié ? Les Restaurations dans l'Europe post-napoléonienne (1814-1830)*, Rennes, PUR, 2015.

légitimistes, par exemple au moment de la Terreur blanche dans le Midi de la France entre 1815 et 1816 ou pendant la « décennie abominable » en Espagne à partir de 1822. En s'intéressant plus précisément aux cultures politiques des partisans et des adversaires des restaurations monarchiques, des travaux ont ainsi montré la capacité d'innovation décisive de cette période dans le domaine politique et juridique, à travers la nécessité d'adapter à des monarchies traditionnelles des systèmes institutionnels en grande partie hérités de la Révolution et de l'Empire. Ils ont montré que les régimes conservateurs et répressifs de la Restauration ont moins relevé d'un projet politique lié au Congrès de Vienne en réponse à l'héritage révolutionnaire qu'un dévoiement lié à la place des ultraroyalistes dans le paysage politique. La répression des révoltes et des révolutions que les États européens connaissent, à partir des premières révoltes des *carbonari* de l'Italie méridionale en 1817, en sont emblématiques. Dans le Royaume de Naples, les Bourbons ont dû maintenir les structures et le personnel de l'administration réformée par les occupants napoléoniens lors de leur retour au trône en 1815, et l'épuration de ce milieu professionnel n'intervient qu'au lendemain de la révolution des années 1820, sous la pression du ministre légitimiste Canosa. En Espagne, de la même manière, c'est contre le régime révolutionnaire du Triennat libéral (1820-1823) que les ultras sont à l'origine d'une évolution autoritaire et répressive qui dure jusqu'en 1833.

Les lendemains du Congrès de Vienne font donc apparaître deux configurations antagonistes dont des travaux récents ont réévalué le fonctionnement transnational. D'un côté, l'« Europe des princes » est un ensemble de grandes puissances qui se réunissent en congrès pour décider de manière concertée de la diplomatie européenne. Ce « concert européen », formé lors du Congrès, constitue une pratique nouvelle de négociation et d'arbitrage. Il s'ancre dans les principes chrétiens exposés dans le pacte de la Sainte-Alliance (26 septembre 1815), qui voit dans le christianisme un vecteur identitaire commun capable de permettre la refondation de l'Europe au lendemain de la Révolution et de l'Empire. Mais s'il soumet les relations internationales européennes à l'autorité des monarchies, il demeure une organisation floue qui doit composer avec la prégnance du thème national, d'ailleurs régulièrement rappelé pendant les délibérations du Congrès de Vienne. Avec la dénonciation de l'arbitraire monarchique, il est par exemple l'un des thèmes forts de l'opéra *Fidelio* de Ludwig van Beethoven, joué précisément pendant les sessions du Congrès.

À l'inverse, l'« Europe des peuples » est une construction alternative portée par des patriotes, pour la plupart héritiers de la Révolution et de l'Empire, en opposition aux principes de la Sainte-Alliance. Au même titre que l'Europe des princes, elle relève d'un fonctionnement transnational. D'abord limitée à quelques révoltes ponctuelles dans les États

allemands, dans une partie des États italiens et en Espagne, elle se développe surtout avec la vague révolutionnaire qui touche une partie de l'Europe méridionale au début des années 1820 (Espagne, Royaume des Deux-Siciles, Piémont-Sardaigne, Portugal, Grèce). Malgré la dispersion géographique des combats nationaux, la circulation des révolutionnaires liée à leurs expériences combattantes (mercenariat et volontariat armé) et à l'exil politique auquel ils sont nombreux à prendre part, les sociabilités auxquelles ils participent, la diffusion de l'information par la presse patriotique constituent des expériences unificatrices, récemment identifiées comme les signes d'un « contre-monde libéral » dans lequel s'ancreraient les contestations contre l'Europe du Congrès de Vienne⁷. La révolution espagnole du Triennat libéral (1820-1823), la guerre d'indépendance grecque (1821-1829) impliquent ainsi des combattants étrangers venus soutenir les insurgés locaux et sont l'objet de débats importants dans une grande partie de l'Europe. Les revendications libérales et les oppositions à l'arbitraire des monarchies restaurées priment sur les revendications nationales : en Italie, l'idée d'indépendance des États italiens prend le pas sur les projets d'unification politique de la péninsule, portés de façon marginale dans les milieux *carbonari*. Mais malgré ces expériences politiques convergentes, les acteurs du « contre-monde libéral » n'ont pas réussi à le doter d'une structure de coordination réelle, malgré des efforts isolés comme la Société Européenne des Frères Constitutionnels créée en 1821 par le général Guglielmo Pepe, l'un des chefs de la révolution napolitaine de 1820-1821, alors en exil en Espagne.

Dans les années 1810 et 1820, les revendications nationales se sont appuyées sur les dynamiques transnationales du monde libéral européen, autour de la défense de l'indépendance des nations européennes entendues comme des communautés culturelles et linguistiques, face à l'ordre imposé par la Sainte-Alliance. C'est pourquoi l'un des thèmes forts de l'historiographie récente est le caractère internationalisé des constructions nationales dans la première moitié du XIX^e siècle. Les pratiques sur lesquelles cette internationalisation a reposé sont désormais mieux connues, comme les sociétés secrètes démocratiques, dominées par les Charbonneries essentiellement présentes en Italie et en France, les bataillons de volontaires armés, l'exil politique, ou encore la mise en œuvre de réseaux de financement à l'échelle internationale. Les milieux philhellènes, particulièrement développés dans la bourgeoisie intellectuelle britannique, française et allemande, ont fait de la guerre d'indépendance grecque un combat national emblématique dans les années 1820, nourri d'un

⁷ Notion empruntée à Walter Bruyère-Ostells, « Internationale libérale ou contre-monde libéral ? Des degrés et des espaces d'opposition aux Restaurations », dans Jean-Claude Caron, Jean-Philippe Luis (dir.), *Rien appris, rien oublié ? op. cit.*, p. 365-378.

imaginaire culturel et émotionnel à forte valeur mobilisatrice⁸. Cette internationalisation, toutefois, s'effectue principalement dans les années 1820 à la suite de premiers combats nationaux et libéraux très isolés. Elle s'accélère par la suite, lorsque se précisent les constructions nationales au début des années 1830 autour des démocrates attachés à la défense des intérêts politiques du peuple, à l'image de l'Italien Giuseppe Mazzini. Cette évolution apparaît à la faveur des révolutions de 1830 et de 1848, déployées toutes deux à l'échelle européenne, qui associent l'affirmation des sentiments nationaux à la revendication plus large des droits des peuples.

Les révolutions européennes de 1830 et 1848 et la « diplomatie des peuples »

Les historiographies de la nation sont depuis longtemps focalisées sur les révolutions de 1830 et 1848, qui ont été des moments de cristallisation des revendications d'indépendance et d'unité. Si l'étude des constructions nationales souligne désormais leurs continuités, sur le temps moyen du premier XIX^e siècle, les deux révolutions de 1830 et de 1848 ont été réévaluées comme des événements européens, appuyés sur des circulations transnationales d'hommes et d'idées.

L'été 1830 se caractérise par une série de révolutions convergentes autour des revendications nationales et libérales portées par une grande partie des patriotes européens. Initiée par la révolte parisienne des Trois Glorieuses des 27, 28 et 29 juillet, elle a trouvé des prolongements dans d'autres États européens où l'écho de l'insurrection parisienne a rencontré les projets des patriotes locaux. Longtemps considéré comme un précédent inabouti du Printemps des peuples, cet épisode est donc désormais reconnu comme une insurrection pleinement européenne. Contre l'image qui a longtemps prévalu d'une révolution seulement diffusée depuis la France, les travaux récents ont établi que l'unité de ce mouvement transnational se trouvait dans le sens donné à l'indépendance nationale, systématiquement inscrite dans une quête plus large de liberté politique. Les acteurs des insurrections et leurs pratiques sont un autre élément d'unification, à l'image des volontaires armés qui partent combattre pour des causes révolutionnaires étrangères présentant un lien de fraternité avec celle de leur nation. Il s'agit pour la plupart de vétérans des armées de la Révolution et de l'Empire, qui voient dans la diffusion du fait révolutionnaire un terrain politique et professionnel à conquérir⁹. Le principal d'entre eux, le marquis de la Fayette, connu comme le

⁸ Hervé Mazurel, « "Nous sommes tous des Grecs". Le moment philhellène de l'Occident romantique, 1821-1830 », *Monde(s)*, n° 1, 2012, p. 71-88.

⁹ Walter Bruyère-Ostells, *La Grande Armée de la liberté*, Paris, Tallandier, 2009.

« héros des Deux-Mondes » pour sa participation à la guerre d'indépendance des États-Unis dans les années 1770, mobilise de nombreux partisans libéraux des constructions nationales autour de trois dossiers principaux : le soutien à l'indépendance belge, acquise le 4 octobre 1830, le mouvement dit « polonophile » en faveur du soulèvement polonais de novembre 1830, puis le combat pour les « Provinces-Unies d'Italie »¹⁰, de plus en plus marqué par l'émergence de la « Jeune Italie » fondée en 1831 par Giuseppe Mazzini, patriote génois en exil à Marseille après l'échec des révolutions d'Italie centrale. Les exilés politiques constituent donc des acteurs décisifs de l'internationalisation des révolutions de 1830. Principalement accueillis en France et en Grande-Bretagne, ils utilisent l'expérience de la proscription comme une ressource pour construire leur patrie depuis l'étranger, à la fois en réfléchissant à la convergence de luttes politiques nationales et en participant aux insurrections de leur pays d'accueil. Une partie des exilés italiens, espagnols et portugais établis en France ont ainsi participé à la révolution parisienne de 1830 et à la révolte des canuts de Lyon en novembre 1831¹¹.

Les liens entre les différentes révolutions nationales se confirment à travers la « diplomatie des peuples », constituée de façon informelle, en réponse à l'Europe de la Sainte-Alliance, autour de la capacité d'acteurs non-institutionnels à se mobiliser pour des causes internationales. Si elle a connu ses premières manifestations dans les années 1820, notamment autour de la défense des Grecs insurgés contre l'Empire ottoman, elle connaît une amplification décisive dans les années 1830 et 1840 à travers la place nouvelle occupée par la presse écrite. En France où elle bénéficie d'une relative libéralisation sous le règne de Louis-Philippe, la presse constitue un vecteur décisif des mobilisations en faveur de l'indépendance de la Belgique puis de la Pologne, grâce auquel les libéraux et les démocrates construisent le caractère transnational des causes politiques. L'indépendance de la Belgique face aux Pays-Bas, en 1830, a ainsi bénéficié de la force de pression de l'opinion franco-britannique. En opposant la vérité médiatique aux pratiques négociatrices des diplomates, ces journaux créés au sein de la société civile ont imposé l'opinion comme un arbitre capable de peser dans les décisions de politique internationale. C'est cependant chez les démocrates et les premiers socialistes que la pratique est la plus développée, inscrit dans une vision plus large de la politique européenne et de l'ordre diplomatique. En France, des saint-simoniens comme

¹⁰ Cette dénomination assimile la situation des États italiens à celle de la Belgique. On parle plus volontiers à l'époque d'États-Unis d'Italie. Mais la perspective de l'indépendance par rapport à l'influence de l'Autriche reste première par rapport aux ambitions d'unification territoriale.

¹¹ Delphine Diaz, « Des barricades cosmopolites ? Enquête sur les étrangers à Paris en juillet 1830 », *Le Magasin du XIX^e siècle*, n° 8, 2018, p. 110-116.

Michel Chevalier ou des fouriéristes comme Victor Considerant ont publié sur ce sujet des textes significatifs, qui s'inscrivent dans l'horizon d'une opinion publique universelle fondée sur des valeurs partagées. Ces revendications trouvent leur prolongement dans une « diplomatie de la place publique » appuyée sur des formes de politisation courante, largement mises en scène dans l'espace public¹². Les pétitions, les banquets protestataires, les funérailles d'opposition qui ont été parmi les principaux outils de l'acculturation politique dans le premier XIX^e siècle ont été réévalués comme des vecteurs de diffusion de la diplomatie des peuples contre la diplomatie de cabinet. Ils sont porteurs d'un imaginaire de la fraternité transnationale, qui prolonge à l'échelle de l'Europe l'un des liens sociaux les plus courants dans la définition de l'imaginaire national. La formation en 1834 de la « Jeune Europe », société secrète qui prolonge la Jeune Italie de Mazzini en scellant des liens avec des patriotes polonais et allemands, en est emblématique. Le lien fraternel constitue un élément intégrateur et fédérateur d'expériences politiques très diverses, particulièrement dans le cas de l'Italie où il a permis de légitimer les revendications d'indépendance et d'unification nationale. En 1848, il est au centre de l'un des principaux chants politiques italiens, le *Chant des Italiens* du démocrate génois Goffredo Mameli, devenu plus tard l'hymne national de l'Italie unie sous le titre *Frères d'Italie*.

La fraternité, bien mise en évidence par des travaux récents, constitue l'un des principaux éléments de l'ancrage européen de la révolution de 1848¹³. Cette insurrection apparaît à la fois comme une réaction contre l'ordre de Vienne et comme un moment d'accélération des constructions nationales. En grande partie portée par des démocrates, elle est appuyée dans les États italiens par le courant mazzinien, qui se fait le principal porteur du discours sur la fraternité, qu'il associe au combat national. Les formes de la mobilisation sont bien connues du fait de travaux nombreux qui couvrent une grande partie de l'espace européen. Dans les principales villes où l'insurrection a eu lieu, les pratiques politiques des insurgés ont recouru aux barricades, à des cortèges politisés ; dans les espaces ruraux, les formes de la politisation ont été beaucoup plus spontanées (charivaris politiques, destructions ritualisées de statues ou d'emblèmes des pouvoirs établis). Les répertoires d'action convergents des insurgés posent la question de la géographie et de la diffusion des révolutions : contre l'idée selon laquelle Paris aurait été la « capitale des révolutions » et la

¹² Renaud Meltz, « Les révolutions de 1830 : l'avènement d'une démocratie de la place publique ? », *Les Actes du CRESAT*, n° 15, 2018, p. 101-124.

¹³ Catherine Brice (dir.), *Frères de sang, frères d'armes, frères ennemis. La fraternité en Italie (1820-1848)*, Rome, École française de Rome, 2017.

France la « locomotive qui mène les peuples d'Europe vers la liberté »¹⁴, les travaux actuels mettent en évidence la diversité des situations et donnent toute leur place aux logiques locales dont les insurrections ont relevé. Ainsi décentré par rapport aux journées françaises de février 1848, le mouvement révolutionnaire européen est donc replacé dans la continuité de la guerre du *Sonderbund* en Suisse (1846) et des révoltes du Royaume des Deux-Siciles (septembre 1847-janvier 1848). L'écho des journées de février a donc davantage encouragé des mouvements libéraux et démocratiques endogènes déjà implantés et structurés (Rhénanie, Autriche) qu'il n'a créé à lui tout seul une véritable dynamique révolutionnaire continentale. Ce lien entre la réception de l'actualité politique française et les revendications politiques des patriotes locaux se retrouve dans le cas des États allemands et italiens, où l'année 1848 marque un tournant majeur des processus de construction nationale.

Les unifications allemande et italienne (1848-1870)

Les États allemands et italiens présentent deux scénarios convergents de construction nationale, tant sur le plan des acteurs, des pratiques, des symboles qu'ils ont mis en œuvre que des chronologies sur lesquels ils reposent. Après avoir été souvent réduits aux seules unifications territoriales des années 1860 et 1870, portées par la monarchie prussienne en Allemagne et par la royauté piémontaise en Italie, ils sont désormais envisagés comme des processus de temps long. En Italie, on désigne comme le « long *Risorgimento* » la période comprise entre la fin du XVIII^e siècle et l'avènement du fascisme où l'identité nationale a connu un long processus d'auto-définition, d'affirmation puis de remise en question¹⁵. Cette périodisation renouvelée permet d'objectiver la catégorie « nation » et pose la question de ses origines. En Italie comme en Allemagne, la diffusion de la thématique nationale par les armées françaises de la Révolution a rencontré des dynamiques intellectuelles endogènes, héritées de l'époque des Lumières. La première moitié du XIX^e siècle a vu ce mouvement se poursuivre, alors que se sont élaborés les cadres culturels autour desquels les nations se sont définies. La narration de l'histoire, la valorisation de la langue, la description du paysage ont constitué les moyens les plus courants de cette promotion du thème national, qui a produit des images de la nation, attentives à la physionomie du pays, aux représentations de la nature¹⁶. En Allemagne, la peinture d'abord – les tableaux de Caspar David Friedrich, dans les années

¹⁴ Alexandre Dumas, « Allemagne. Hongrie. Italie », *Le Mois*, n° 21, 1^{er} septembre 1849, p. 2-11.

¹⁵ Catherine Brice, « De quoi le *Risorgimento* est-il (vraiment) le nom ? », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 52, juin 2016, p. 65-79.

¹⁶ François Walter, *Les figures paysagères de la nation. Territoire et paysage en Europe (16^e-20^e siècle)*, Paris, EHESS, 2004.

1820, en sont emblématiques –, la construction des savoirs géographiques ensuite ont contribué à la prise de conscience du territoire national. Les savants ont en effet joué un rôle de premier ordre dans les constructions nationales, à travers la production de savoirs sur les espaces de la nation, souvent dans le cadre de structures institutionnelles proches des cercles du pouvoir ou en parallèle d'un engagement politique en faveur de la défense de la patrie. Des géographes, des naturalistes ont ainsi contribué de façon décisive à l'appropriation du territoire et de l'environnement. Le cas de la Prusse montre comment la construction du bestiaire national s'inscrit dans ce processus : aux mobilisations en vue de l'éradication du loup dans les années 1840 et 1850 a répondu la promotion d'animaux forestiers dans la symbolique identitaire, notamment l'élan et le bison¹⁷. La production des savoirs géographiques va dans le même sens : le développement de la cartographie permet une connaissance accrue du territoire et révèle les critères selon lesquels se définit la communauté nationale. De ce point de vue, les milieux académiques allemands se révèlent particulièrement dynamiques, comme en témoigne la *Carte linguistique de l'Allemagne*, publiée en 1844 par un géographe de l'université de Cassel : elle est la première initiative à vouloir représenter les États allemands dans leur ensemble¹⁸. Elle constitue l'aboutissement d'un processus de politisation des sciences amorcé dans les premières décennies du XIX^e siècle, identifié à des figures emblématiques comme celle du savant berlinois Alexander von Humboldt (1769-1859), fondateur de la Société de géographie de Berlin dans les années 1820 et régulièrement évoqué, dans les discours patriotiques des années 1830 et 1840, comme l'un des principaux acteurs de la nation culturelle allemande.

Si l'imaginaire des nations est mieux connu par les nombreuses productions écrites à laquelle il a donné lieu, il se traduit également par des appropriations populaires de divers natures. Des travaux récents ont ainsi montré l'ampleur et la diversité des registres d'action pris en charge par les patriotes européens, qui cherchent à intégrer le peuple aux constructions nationales. Les fêtes civiques en font partie, particulièrement en Allemagne (processions politiques de la Wartburg en 1817, de Hambach en 1832) ; en Italie, la propagande patriotique est fortement investie par la religion, principalement dans les années 1840 lorsque la papauté

¹⁷ Jawad Daheur, « Le loup entre patriotisme et imaginaire national en Allemagne (1840-1890) », *Recherches germaniques*, n° 10, 2015, p. 109-127.

¹⁸ Morgane Labbé, « Les frontières de la nation allemande dans l'espace de la carte et du tableau statistique », dans Catherine Maurer (dir.), *Les espaces de l'Allemagne au XIX^e siècle. Frontières, centres et question nationale*, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2010, p. 49-72.

se retrouve au centre des projets d'unification territoriale de l'Italie indépendante¹⁹. Contre l'idée, pensée rétrospectivement à partir de l'opposition pontificale au *Risorgimento* dans les années 1850 et 1860, selon laquelle l'Église catholique aurait été un obstacle systématique à la construction nationale de l'Italie, plusieurs historiens ont réévalué la place du pontificat dans ce processus, notamment autour du mythe de Pie IX « pape national et libéral ». À partir de son intronisation en 1846, sa popularité a été l'un des outils principaux et l'un des mots d'ordre les plus courants de la propagande nationale italienne, jusqu'au virage conservateur qu'il entreprend à l'été 1848. La place des prêtres auprès des partisans de l'unification de l'Italie, l'érection de révolutionnaires morts en martyrs de la cause nationale confirment cette utilisation du religieux au service de la construction nationale²⁰.

L'année 1848 représente un tournant dans la construction des nations allemande et italienne. À partir du printemps 1848, les deux mouvements nationaux sont progressivement exposés à une répression de plus en plus forte de la part des monarchies constituées. L'échec généralisé des révolutions de 1848 produit une évolution nouvelle : l'exposition d'une grande partie des patriotes européens à la répression, à la prison ou à l'exil facilite la captation des constructions nationales par les monarchies les plus puissantes de l'Allemagne et de l'Italie, la Prusse de Frédéric-Guillaume IV et le Piémont-Sardaigne de Victor-Emmanuel II. Elles associent la culture politique monarchique à la formation des unités nationales : en Italie, la dynastie des Savoie construit dès les années 1850 son rôle de conciliateur et de médiateur du *Risorgimento* auprès des masses italiennes. Elle développe des outils politiques au service de l'intégration nationale : d'abord le *Statuto*, constitution qu'elle a accordée au Piémont en mars 1848 et qu'elle prévoit d'élargir à l'Italie après son unification, ensuite la mise en œuvre de liturgies politiques dont la plus significative est la fête de la Constitution, célébrée chaque année le premier dimanche de juin. En s'imposant comme un acteur incontournable du *Risorgimento*, la monarchie piémontaise propose une voie nouvelle de la construction nationale, opposée au projet italien des démocrates héritiers de Giuseppe Mazzini. Cet État, qui repose sur une monarchie centralisée autour de la dynastie des Savoie et de Turin, s'oppose au projet précédent d'une fédération d'États péninsulaires susceptible d'évoluer vers

¹⁹ Le mouvement dit « néo-guelfe », porté par le prêtre turinois Vincenzo Gioberti dans le *Primat civil et moral des Italiens* (1843), appuie la définition de la nation italienne sur la religion et la papauté. Il propose d'unifier les États italiens sous la forme d'une confédération présidée par le pape.

²⁰ Pour le *Mezzogiorno*, voir Pierre-Marie Delpu, « Une religion politique. Les usages des martyrs révolutionnaires dans le Royaume des Deux-Siciles (années 1820-années 1850) », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, n° 64, janvier-mars 2017, p. 7-31.

une république²¹. On retrouve la même opposition en Prusse, où elle est moins le fait de la monarchie que d'un parlementaire devenu ministre, Otto von Bismarck, qui fait de la nation allemande – jamais véritablement définie pour autant – un élément central de sa politique dès le début sa carrière parlementaire. Devenu chancelier en 1862, il poursuit cette politique fondée sur son charisme personnel et sur la place qu'il donne à la noblesse prussienne (les *Junker*) dans la construction de l'unité allemande.

L'intervention des monarchies permet de convertir les communautés culturelles nationales du premier XIX^e siècle en des constructions territoriales, réalisées de façon progressive et par la guerre. Des travaux récents, notamment pour l'Italie, ont réévalué la place du fait guerrier dans l'achèvement des unités territoriales tout en montrant la diversité des formes de conflictualité à l'œuvre (guerres d'indépendance, guerres de coalition, guerres civiles)²². Mais si le rôle des conflits armés est reconnu comme une constante, les stratégies sur lesquelles ils reposent divergent : alors que pour le président du Conseil piémontais, Camillo Benso di Cavour, l'Italie doit « se faire par elle-même », Bismarck intègre la guerre au projet politique de construction de l'Allemagne, qui doit s'effectuer « par le fer et par le sang »²³. En Italie, les guerres menées visent à libérer le territoire des monarchies traditionnelles (Bourbons de Naples, État pontifical) et de l'occupation militaire de l'Empire d'Autriche (Lombardie puis Vénétie). En Allemagne, elles ont mis un terme aux projets de réunion « grande-allemande » voulus par l'Autriche²⁴. Les années 1860 constituent donc une période de transition politique marquée par la poursuite des constructions territoriales des nations, réalisées au tournant des années 1870 (Italie en 1870, avec la prise de Rome ; Allemagne en 1871, avec le traité de Francfort et l'annexion de l'Alsace-Moselle). Mais elles passent aussi par la formation d'un imaginaire commun fondé sur le culte des combattants et l'exaltation du souvenir des victoires, comme l'expédition des Mille menée par Garibaldi dans le Royaume des Deux-Siciles en 1860 ou la victoire des Prussiens sur l'Autriche à Sadowa en 1866. Ces constructions mythiques cachent toutefois des dynamiques persistantes de conflictualité et de diversité qui posent la question, au lendemain des unités territoriales, de l'achèvement réel des unités nationales.

²¹ Voir, sur ces projets politiques concurrents, Laura Fournier-Finocchiaro, Jean-Yves Frétygné, Silvia Tatti (dir.), *La république en Italie (1848-1948). Héritages, modèles, discours*, dossier monographique, *Laboratoire italien. Politique et société*, n° 19, 2017.

²² Lucy J. Riall, « Guerre et nation dans l'Italie du *Risorgimento* », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 44, 2012, p. 49-64.

²³ Discours de Bismarck au *Landtag*, 30 septembre 1862.

²⁴ Par opposition au projet « petit-allemand » focalisé autour des seuls États allemands et à l'exclusion de l'Autriche. La bataille de Sadowa, remportée par la Prusse contre l'Empire d'Autriche en 1866, l'impose comme le premier acteur de la construction nationale allemande.

Des unités nationales conflictuelles et inachevées

En marge des récits nationaux portés par les historiographies officielles des monarchies unitaires, l'attention des historiens s'est reportée sur les dynamiques conflictuelles et sur la diversité des scénarios de la construction nationale. Pour l'Italie, l'une des tendances fortes de la recherche récente a été de restituer la variété des acteurs du mouvement national, soulignant sa dimension internationale et conflictuelle. Aux tensions idéologiques se sont ajoutées des variantes locales : en Toscane et dans le Royaume des Deux-Siciles, par exemple, le mouvement national italien a rencontré des enjeux spécifiques et fait l'objet de réappropriations par les patriotes napolitains et toscans. Dans le Royaume des Deux-Siciles, où le thème du *Risorgimento* est de plus en plus prégnant dans les discours et les stratégies politiques des patriotes après la révolution de 1848, il constitue un outil de l'opposition politique aux Bourbons de Naples plutôt qu'un réel marqueur de l'adhésion au projet national italien. Des acteurs comme le roi Victor-Emmanuel II ou Garibaldi ont constitué des figures alternatives de l'autorité opposées aux Bourbons, sans susciter de véritable ralliement personnel ou idéologique : la persistance de la « nation napolitaine », cadre politique de référence tout au long du XIX^e siècle, empêche un soutien massif des Méridionaux à l'unification de l'Italie autour du Piémont²⁵.

À cette difficile adaptation aux situations politiques locales se sont ajoutées des tensions et des débats apparus dans les années qui ont immédiatement suivi la réalisation des unités territoriales. Ils portent pour l'essentiel sur le bilan de ces constructions nationales et posent la question de leur achèvement. L'inadéquation entre les projets nationaux et les sociétés auxquelles ils prétendent s'appliquer a été l'un des principaux objets de l'historiographie récente. Autour de l'idée selon laquelle « l'Italie est faite, il reste à faire les Italiens », attribuée en 1861 au ministre piémontais Massimo D'Azeglio, proche de Cavour, la politique d'acculturation nationale est apparue à la monarchie unitaire comme une nécessité, du fait de la faible capacité d'identification au nouvel État pour une grande partie des Italiens²⁶. Alors que les travaux spécialisés ont longtemps porté sur les vecteurs de l'intégration nationale de l'Italie, renouvelés par rapport aux voies d'unification culturelle pratiquées au cours du premier XIX^e siècle, comme les fêtes, les processions ou la monumentalité publique, on insiste désormais plutôt sur les résistances, sur les tensions que la

²⁵ Pierre-Marie Delpu, *Un autre Risorgimento. La formation du monde libéral dans le Royaume des Deux-Siciles (1815-1856)*, Rome, École française de Rome, 2019.

²⁶ Catherine Brice, *Monarchie et identité nationale en Italie, 1861-1900*, Paris, EHESS, 2010.

politique d'unification a pu susciter. C'est encore pour le *Mezzogiorno* qu'elles sont les mieux connues, qu'il s'agisse du brigandage politique, particulièrement développé dans les provinces méridionales dans les années 1860 où il s'est nourri de l'opposition populaire au nouvel État italien, ou de la construction des mafias, qui s'imposent comme des contre-sociétés appuyées sur des systèmes alternatifs de pouvoir, de maintien de l'ordre et de levée de l'impôt. L'un et l'autre de ces phénomènes ne sont plus seulement envisagés comme des formes de criminalité, mais comme des résistances populaires locales à la construction d'un État-nation centralisé²⁷.

Un autre point central de l'historiographie récente porte sur la perception des frontières à la fois géographiques et symboliques de la nation. Dès les lendemains immédiats des unités se sont en effet développés des discours convergents sur la nécessité de renforcer la communauté nationale contre les ennemis perçus. En Allemagne où ils ont été particulièrement nombreux, ils se sont appuyés sur l'idée de la « nation faible » avancée par Bismarck et ont justifié une politique « d'intégration négative » (S. Kott) dirigée contre les catholiques et les socialistes, jugés comme des obstacles à l'accomplissement de l'unité de l'Allemagne. La place de la question catholique dans la vie politique allemande des années 1870 s'explique ainsi par le fait qu'elle est apparue comme un combat national prolongeant celui pour l'unité du pays, moins parce que les catholiques s'opposeraient à l'État allemand que parce que leur présence est perçue comme problématique par l'administration prussienne du nouvel empire. Le *Kulturkampf*, appuyé sur une importante propagande mobilisée par l'exécutif, se traduit dans des mesures symboliques comme l'interdiction des jésuites (1872), l'autorisation du divorce civil (1875) ou encore l'emprisonnement d'une partie des évêques (1878). L'opposition aux socialistes s'explique quant à elle par la crainte de voir les ouvriers se détourner de la cause nationale, poussés par l'internationalisme du mouvement prolétarien ; elle s'amplifie lorsqu'est formé le parti socialiste allemand (SPD) en 1875. Contre ces cibles identifiées par le pouvoir, le rôle du chancelier Bismarck est central dans le renforcement de l'acculturation nationale. Elle relève à la fois d'une politique impulsée par l'exécutif et du charisme personnel du personnage, qui fait l'objet dès les années 1860 de célébrations spontanées de la part des sujets du *Reich* (célébrations organisées dès 1867 par des associations de bourgeois urbains en l'honneur du « vainqueur de Sadowa », correspondance

²⁷ Simon Sarlin, « L'effondrement de l'Italie pré-unitaire : l'exemple du royaume des Deux-Siciles », *Revue d'histoire du XIX^e siècle*, n° 44, 2012, p. 101-114. Pour le témoignage d'un acteur, voir Carmine Crocco, *Ma vie de brigand*, Toulouse, Anacharsis, 2016.

reçue pour ses 70 ans en 1875, cadeaux divers adressés par le peuple allemand)²⁸. Cette politique passe aussi par le renforcement de l'appareil d'État allemand, appuyé sur l'héritage de la bureaucratie prussienne qui a été un instrument majeur du combat national avant 1870. Des travaux récents ont montré toute la place de la socialisation des élites allemandes, que l'exécutif souhaitait identifier à la nation en les soumettant aux intérêts de l'État²⁹. La formation par le droit, la construction de réseaux élitaires fondés sur les sociabilités étudiantes, les affiliations fréquentes à la réserve militaire ont constitué autant d'outils qui ont permis de créer des élites administratives nationales identifiées à l'ordre monarchique.

D'autres cibles ont été perçues comme des obstacles potentiels à l'accomplissement des constructions nationales, le plus souvent par des acteurs de la société civile. C'est pour l'Allemagne qu'elles ont été les mieux étudiées, à commencer par les juifs, objets d'une stigmatisation de plus en plus importante malgré le régime d'égalité qui leur est reconnu par la constitution du *Reich* en 1871. Né au départ chez les chrétiens-sociaux autour d'arguments religieux, l'antisémitisme politique se développe au milieu des années 1870 comme un combat pour la nation. Notamment porté par un prédicateur de la cour de Guillaume I^{er}, Adolf Stoecker, il s'appuie sur l'assimilation du libéralisme au judaïsme et développe un discours national radical et exclusif. La première ligue antisémite, apparue en 1879, préconise ainsi la limitation de l'immigration juive et l'exclusion des juifs de la fonction publique, autour de l'argument de la protection de la nation allemande³⁰. Cette radicalisation de la défense de la patrie explique des projets croissants pour rattacher au *Reich* les communautés allemandes qui lui sont extérieures (Allemands de la Volga, Prusse orientale). Le discours qu'on qualifiera plus tard de pangermaniste trouve son origine dans les réflexions de Paul de Lagarde, qui développe à la fin des années 1870 les idées d'espace vital et de domination germanique sur l'Europe centrale³¹. L'identification de la nation au peuple montre comment, au départ prise en charge par des patriotes, elle est de plus en plus l'objet des revendications des nationalistes.

Les deux premiers tiers du XIX^e siècle ont donc vu s'affirmer, dans une grande partie de l'Europe occidentale, des constructions nationales d'abord culturelles et identitaires, opposées à l'ordre européen voulu par les monarchies restaurées au Congrès de Vienne. Au

²⁸ Sandrine Kott, *Bismarck*, Paris, Presses de Sciences po, 2003.

²⁹ Marie-Bénédicte Vincent, *Serviteurs de l'État. Les élites administratives en Prusse de 1871 à 1933*, Paris, Belin, 2006.

³⁰ Helmut Berding, *Histoire de l'antisémitisme en Allemagne*, Paris, Maison des Sciences de l'Homme, 1991.

³¹ Ces idées sont développées dans les *Deutsche Schriften*, publiés entre 1878 et 1881. Le terme « pangermanisme » apparaît en France dans les années 1870, mais n'est utilisé en Allemagne qu'au tournant du XX^e siècle.

lendemain des révolutions de 1848, elles deviennent des projets de territoires portés par les monarchies et voient se superposer au patriotisme des démocrates un patriotisme d'État. Au début des années 1870 cependant, alors que l'Italie et l'Allemagne se présentent comme des États-nations unifiés, le bilan des unifications apparaît mitigé, entre persistance des conflictualités internes et volonté de poursuivre des unités nationales jugées inabouties. Il engage une évolution décisive au tournant des années 1880 : l'émergence du nationalisme comme projet politique et comme idéologie, autour de l'exacerbation de la nationalité qu'il s'agit de défendre et de soutenir par la guerre. S'il ne recouvre qu'une frange restreinte des partisans de l'idée nationale dans les dernières décennies du XIX^e siècle, il doit son succès dans une grande partie de l'Europe à son appui systématique sur les masses et à l'identification que fait ce courant politique entre le peuple et la nation.

Bibliographie indicative

Éric Anceau, Henri Temple (dir.), *Qu'est-ce qu'une nation en Europe ?*, Paris, Sorbonne Université Presses, 2018.

Sylvie Aprile, Jean-Claude Caron, Emmanuel Fureix (dir.), *La liberté guidant les peuples. Les révolutions de 1830 en Europe*, Seyssel, Champ Vallon, 2013.

Patrick Cabanel, *La question nationale au XIX^e siècle*, Paris, La Découverte, 1997.

Elena Musiani, *Faire une nation. Les Italiens et l'Unité (XIX^e-XXI^e siècles)*, Paris, Gallimard, 2018.